

Cette traduction est disponible grâce à la contribution volontaire de Mme. Muriel Alapini, Mme. Afi Edoh, M. Arsène Tungali. L'IGF leur en est reconnaissant. Elle ne représente pas une quelconque position de l'organisation.

Messages du FGI tenu à Riyad

Messages du FGI Riyad

La **19e réunion annuelle du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI)** a été organisée par le Royaume d'Arabie Saoudite à Riyad du 15 au 19 décembre 2024.

Les **messages du FGI de Riyad** offrent aux décideurs un aperçu des réflexions les plus actuelles sur les questions clés de gouvernance d'Internet et de politique numérique. Ils proviennent directement de plus de 300 sessions organisées pendant le FGI 2024. Les organisateurs des sessions ont été invités à identifier eux-mêmes les principaux points à retenir et les points d'appel à l'action à la fin de leur session pour alimenter ces messages. Les messages ont également été produits sur la base des rapports des initiatives nationales et régionales du FGI.

Un ensemble de projets de messages, élaborés par le Secrétariat du FGI, a été publié le 19 Décembre pour examen par la communauté. Ces messages définitifs du FGI 2024 font partie des résultats de la réunion annuelle.

Le Forum s'est tenu sous le thème général « **Construire notre avenir numérique multipartite** ». Les sessions ont été organisées autour de quatre sous- thèmes principaux :

- **Exploiter l'innovation et équilibrer les risques dans l'espace numérique.**
- **Renforcer la contribution numérique à la paix, au développement et à la durabilité.**
- **Promouvoir les droits de l'homme et l'inclusion à l'ère numérique**
- **Améliorer la gouvernance numérique pour l'Internet que nous voulons.**

Les messages de ce document sont structurés en conséquence.

Avertissement : les opinions et points de vue exprimés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Les désignations et la terminologie employées peuvent ne pas être conformes à la pratique des Nations Unies et n'impliquent de la part de l'Organisation aucune opinion quelle qu'elle soit.

Table des matières

Messages IGF de Riyad	1	
Table des matières	2	
Questions générales	3	
1-Exploiter l'innovation et équilibrer les risques dans l'espace numérique		4
Le thème		4
Messages de l'IGF Riyad	4	
2-Renforcer la contribution numérique à la paix, au développement et à la durabilité		7
Le thème		7
Messages de l'IGF Riyad	7	
3-Promouvoir les droits de l'homme et l'inclusion à l'ère numérique		10
Le thème		10
Messages de l'IGF Riyad	10	
4-Améliorer la gouvernance numérique pour l'Internet que nous voulons		13
Le thème		13
Messages de l'IGF Riyad		13

Questions générales

La 19e réunion annuelle du FGI a été organisée à un moment propice, quelques mois après le **Sommet de l'avenir des Nations Unies** et l'adoption du **Pacte de l'avenir** et du **Pacte numérique mondial** en septembre 2024, et avant l'examen des vingt ans du Sommet mondial sur la société de l'information (**Examen SMSI+20**), qui est prévu pour l'Assemblée Générale en 2025 et qui examinera également le mandat du FGI. De nombreuses sessions, dans les différents volets de l'IGF et les quatre thèmes principaux, ont fait référence à ces processus ou ont axé leurs discussions sur des questions incluses dans les documents.

Messages du FGI de Riyad et autres résultats du FGI

Les **messages du Forum de Riyadh** recueillent les points de vue exprimés par la communauté multipartite au cours du Forum. Les rapports à l'origine de ces messages sont disponibles à l'adresse ci-après: <https://intgovforum.org/en/igf-2024-reports>.

Les messages du FGI de Riyad complètent les résultats et les observations compilés par d'autres pistes ; ils sont répertoriés à l'adresse ci-après: <https://intgovforum.org/en/content/igf-2024-outputs>.

1-Exploiter l'innovation et équilibrer les risques dans l'espace numérique

Le thème

Internet et les technologies numériques font partie intégrante du développement de chaque pays, stimulant l'innovation dans de nombreux domaines tels que la santé, l'enseignement à distance et la croissance socio-économique. Cependant, cette centralité de l'espace numérique crée également des vulnérabilités mondiales qui nécessitent une action collective, car les actions individuelles ne peuvent à elles seules y remédier efficacement. Ce thème vise à favoriser le dialogue et l'échange de connaissances sur les réussites et les meilleures pratiques pour tirer parti des avantages de l'innovation numérique pour tous, ainsi que les efforts de toutes les parties prenantes pour faire face aux risques découlant de cette transformation rapide.

Messages du FGI à Riyad

Gouverner l'intelligence artificielle (IA)

- Des progrès ont été réalisés dans la gouvernance mondiale de l'IA, mais il reste encore beaucoup à faire pour garantir un développement et une utilisation responsables, équitables, sûrs, inclusifs et durables de l'IA pour tous et pour instaurer la confiance nécessaire à son adoption généralisée. L'IA et ses applications doivent respecter les droits de l'homme, les valeurs démocratiques et l'état de droit, tout en étant inclusives, transparentes et explicables.
- Il est essentiel de disposer de systèmes d'identité numérique fiables, inclusifs et sécurisés, qui constituent l'infrastructure fondamentale de la transformation numérique mondiale. La confidentialité et la sécurité doivent être équilibrées pour favoriser la confiance des utilisateurs tout en tirant parti des technologies émergentes telles que la blockchain, la biométrie et l'IA pour améliorer la vérification de l'identité.
- La gouvernance de l'IA n'est pas un « plus ». Il est essentiel de minimiser les risques liés à l'IA, mais il est tout aussi important de se concentrer sur des outils qui équilibrent l'innovation et la réglementation de l'IA. Une réglementation excessive peut entraver le potentiel de l'IA à bénéficier à l'humanité et à l'environnement, mais nous ne devons pas faire de compromis sur les normes éthiques, la lutte contre les préjugés ou la garantie de la vie privée.
- La participation du public aux niveaux national et local devrait faire partie intégrante de la gouvernance de l'IA, car reproduire les approches internationales sans adaptation n'est pas une solution durable. Travailler ensemble et combiner le développement open source avec les réglementations permet d'éviter les monopoles de l'IA qui limitent de manière sélective l'accès et l'utilisation des technologies.
- Une approche globale de l'ensemble du cycle de vie de l'IA, du développement au déploiement, de l'utilisation à l'impact, est essentielle pour garantir la responsabilité

des dommages liés à l'IA et promouvoir un développement responsable de l'IA. Cela implique d'examiner les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes, y compris les développeurs, les opérateurs, les utilisateurs, les gouvernements et la société civile.

- La collaboration multipartite sur l'IA doit s'adapter à l'évolution du paysage technologique et soutenir l'innovation et la gouvernance responsables. Cela implique de reconnaître et de documenter le potentiel des nouvelles technologies en matière d'inclusion et de contribution à la réalisation des ODD, ainsi que de discuter des principes de réglementation de l'IA et de s'attaquer aux risques spécifiques associés à l'IA.
- Les systèmes d'IA générative évoluent rapidement, ce qui rend de plus en plus difficile la distinction entre le contenu créé par l'homme et celui généré par l'IA. Il est urgent de garantir leur responsabilité et leur transparence. Aujourd'hui, les enfants grandissent déjà dans un monde où les informations façonnées par l'IA influencent leur vision du monde.
- Les systèmes d'IA sont transfrontaliers et non disparates, et leur gouvernance doit refléter cette réalité. Pour y parvenir, il faut un effort collectif et global pour éviter la fragmentation réglementaire, briser les cloisonnements, instaurer la confiance, coopérer sur une terminologie et des normes communes en matière d'IA, collecter des statistiques et élaborer des indices et des indicateurs. Une gouvernance efficace de l'IA doit également s'aligner sur les rôles spécifiques des acteurs de la chaîne d'approvisionnement de l'IA pour garantir qu'elle soit exploitable.
- L'équité de l'IA devrait être un élément clé des programmes d'études pour doter les futurs technologues des compétences nécessaires pour développer des systèmes d'IA éthiques.

La technologie au service de l'inclusion et de l'autonomisation

- La technologie a le potentiel de favoriser l'inclusion, l'autonomisation et le développement durable, mais des défis importants demeurent pour assurer un accès égal et inclusif. Des efforts accrus sont nécessaires pour développer et adopter des technologies open source afin de rendre la technologie plus accessible et abordable, en particulier pour les populations à faible revenu. Alors que la fracture de l'IA exacerbe la fracture numérique, il est essentiel de promouvoir un accès équitable aux outils d'IA pour les communautés mal desservies.
- Les industries actives du jeu vidéo jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement du capital humain local, le soutien aux start-ups et à l'entrepreneuriat et la stimulation de nouvelles recherches et développements. Ces efforts peuvent être mis à profit pour stimuler la croissance économique, favoriser l'innovation et améliorer la compétitivité dans ce secteur dynamique et en évolution rapide.

- La connectivité a le pouvoir de transformer les vies et est essentielle à l'adoption des nouvelles technologies. Pour parvenir à une connectivité universelle, il faut une collaboration multipartite et des investissements dans les infrastructures et les compétences. Les gouvernements et le secteur privé doivent travailler ensemble pour étendre la portée de la connectivité.
 - Les communautés locales sont les mieux placées pour comprendre les besoins et les défis spécifiques au contexte. En les impliquant dans la conception et la mise en œuvre des solutions technologiques, on s'assure que les solutions sont appropriées, efficaces et adaptées aux réalités, aux langues et aux besoins locaux. Cet effort doit inclure les groupes marginalisés pour éviter d'aggraver l'exclusion numérique.
 - Les gouvernements, le secteur privé, la communauté technique et la société civile doivent collaborer pour offrir un accès Internet abordable, des programmes d'alphabétisation numérique et encourager les innovations en matière d'IA menées par la communauté. Les gouvernements doivent donner la priorité au financement et aux politiques qui améliorent l'infrastructure numérique et favorisent un accès équitable aux outils d'IA pour les populations mal desservies.
-

2-Améliorer la contribution numérique à la paix, au développement et à la durabilité

Le thème

L'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté est la nécessité d'améliorer la durabilité et de travailler ensemble pour la paix, tout en œuvrant au développement social et économique de nos pays et de nos régions. Exploiter le potentiel transformateur des technologies numériques et d'Internet peut être un allié important pour réaliser des progrès mondiaux qui favorisent la paix, favorisent le développement durable et répondent aux défis environnementaux urgents. Ce thème explorera les multiples façons dont la numérisation peut favoriser le changement socio-économique et le développement pour les générations présentes et futures.

Messages du FGI à Riyad

Vers des pratiques Internet plus vertes et durables

- La collaboration, axée sur les énergies propres et les technologies vertes, la promotion de l'efficacité énergétique, l'utilisation de matériel écologique et l'encouragement du recyclage, sont essentielles pour un Internet durable. Les fournisseurs, les gouvernements, les fabricants et les consommateurs doivent travailler ensemble pour gérer l'impact environnemental croissant d'Internet. Les gouvernements doivent fixer des critères de durabilité clairs et encourager les énergies renouvelables, tandis que le secteur privé doit investir dans des innovations évolutives et économes en énergie qui minimisent l'impact environnemental. L'accès à une énergie verte et abordable est un élément essentiel de la transformation numérique.
- Les technologies respectueuses de l'environnement et les efforts de lutte contre le changement climatique doivent s'inscrire dans une démarche de progrès inclusif. Les connaissances locales, les études régionales et les contributions universitaires sont essentielles pour développer des solutions sur mesure et fondées sur des données, en particulier dans les zones mal desservies. Pour garantir un accès équitable à la durabilité, les technologies vertes et propres et les innovations économes en énergie doivent être à la fois abordables et accessibles.
- La quantité de déchets électroniques produits dans le monde est alarmante et présente des risques environnementaux et sanitaires importants lorsqu'elle n'est pas gérée correctement. Malgré sa croissance continue, seule une petite partie est actuellement recyclée. La collaboration est essentielle : des systèmes de gestion des déchets électroniques efficaces et durables nécessitent des partenariats solides entre les décideurs politiques, les industries, les organisations de la société civile et les utilisateurs finaux, avec un partage des connaissances et une action coordonnée au premier plan. Les concepteurs, les développeurs et les entreprises doivent donner la priorité à la facilité de réparation, à la recyclabilité et à l'intégration d'appareils reconditionnés dans le développement de produits.

Utiliser les nouvelles technologies pour la paix, le développement et la durabilité

- L'IA et les solutions basées sur l'IA ont le potentiel de jouer un rôle important dans la réalisation des Objectifs de développement durable. L'exploitation des outils d'IA améliorera l'efficacité, la prise de décision et l'innovation dans tous les secteurs, notamment le secteur public, les médias et le système judiciaire. Pour exploiter efficacement l'IA à des fins bénéfiques, il est nécessaire de renforcer les capacités. Une adoption inclusive nécessite une attention particulière aux régions mal desservies et aux communautés aux ressources limitées. Si l'IA offre des opportunités importantes, elle présente également des défis tels que les préjugés, les abus et la désinformation liée à l'IA. La transparence, l'accessibilité et la surveillance humaine contribuent à atténuer les risques et à garantir que l'IA sert le bien public.
- L'innovation et le contrôle doivent être équilibrés par des politiques transparentes d'utilisation de l'IA qui répondent aux défis opérationnels, définissent les pratiques acceptables et garantissent une surveillance humaine pour renforcer la confiance et la responsabilité. L'intégration des normes de sécurité de l'IA peut être confrontée à des défis en raison de la fragmentation des écosystèmes, des complexités sectorielles et des diversités culturelles et réglementaires, mais des normes claires et unifiées sont essentielles pour garantir la sécurité et la fiabilité de l'IA.
- L'intelligence artificielle transforme les opérations gouvernementales et optimise les services administratifs, améliorant la précision et l'accessibilité. Un équilibre entre ouverture et sécurité est crucial. Les modèles open source permettent l'innovation collaborative, tandis que la souveraineté des données garantit la confidentialité, la conformité et la confiance du public. En donnant la priorité à la fois à l'accessibilité et au contrôle, les gouvernements peuvent adopter de manière responsable des solutions d'IA qui correspondent à leurs objectifs sociétaux uniques. Les entreprises peuvent contribuer à la gouvernance dans le cadre de partenariats public-privé, en investissant dans des outils open source et en offrant leur expertise dans le déploiement de l'IA.
- Les obstacles courants au développement de l'administration électronique dans les collectivités locales sont le manque de culture numérique, le financement limité et le manque de ressources humaines spécialisées. Pour favoriser des progrès significatifs, les collectivités locales doivent être encouragées à itérer, à piloter et à tester des solutions créatives, une approche qui exige de l'agilité, de tirer des leçons des résultats et d'accepter l'échec comme partie intégrante du processus d'innovation.

Protéger les infrastructures critiques et les services essentiels

- Les forums et institutions internationaux de paix et de sécurité doivent donner la priorité à un accès ouvert et sécurisé aux infrastructures de télécommunications et à la protection du cœur public. Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait surveiller les télécommunications dans les conflits, tandis que les institutions de paix et de justice devraient veiller à ce que les perturbations affectant les droits fondamentaux et la sécurité soient prises en compte. La collaboration entre toutes les parties prenantes est essentielle pour protéger les infrastructures critiques de télécommunications et d'Internet, même en cas de crise. Pour faire progresser les orientations du Pacte numérique mondial visant à décourager les coupures d'Internet, des groupes de travail multipartites et des forums de bonnes pratiques renforcés de l'IGF devraient définir les

rôles de la communauté dans la protection du cœur public et la garantie de l'accès pendant les conflits et les crises.

- L'espace numérique interconnecté offre d'immenses opportunités de développement, mais il comporte également des risques accrus pour les infrastructures critiques et les services essentiels, ce qui nécessite des efforts mondiaux harmonisés et une collaboration multipartite pour atténuer efficacement les risques. Il est essentiel de définir de manière commune les infrastructures critiques et les services essentiels, ainsi que de renforcer la collaboration internationale pour établir une base de référence mondiale pour leur protection.
- La cybersécurité est une responsabilité partagée qui nécessite l'alignement des parties prenantes, le renforcement des partenariats public-privé et l'exploitation des meilleures pratiques du secteur pour améliorer la résilience et établir des normes de base en matière de cybersécurité.
- La cybersécurité et la sécurité nationale sont étroitement liées, ce qui nécessite que les gouvernements et les parties prenantes, chacun dans son rôle et ses responsabilités respectifs, collaborent à l'élaboration de cadres visant à faire face aux cybermenaces transnationales tout en garantissant la transparence, la responsabilité et l'inclusion. La promotion de l'alphabétisation et du développement des compétences en cybersécurité par le biais d'initiatives éducatives à grande échelle est essentielle pour autonomiser les communautés, favoriser la résilience et renforcer la sécurité nationale. En outre, les politiques de cybersécurité doivent chercher à donner la priorité aux infrastructures décentralisées, à l'innovation open source et à la sécurité matérielle dès la conception afin de réduire les vulnérabilités et de renforcer la cyber-résilience globale.
- La clé de la résilience du cyberspace réside dans l'équilibre entre innovation, éthique et réglementation. Les technologies émergentes comme l'IA et la blockchain offrent d'immenses possibilités de renforcement de la cyber-résilience. Les décideurs politiques doivent garantir une gouvernance éthique et encourager l'innovation. Les normes juridiques et éthiques doivent être adaptées pour répondre aux défis des technologies émergentes, en garantissant des cadres et une législation qui respectent les droits de l'homme.
- La cyberpaix ne peut être obtenue de manière isolée ; il est essentiel que les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organismes internationaux, chacun dans leurs rôles et responsabilités respectifs, travaillent ensemble pour partager les connaissances et renforcer les capacités de lutte contre les attaques parrainées par les États, la cyberguerre et la cybercriminalité émergente.
- La cohérence crée un impact dans les initiatives de renforcement des capacités informatiques. Les efforts doivent être contextuels, ancrés dans les besoins locaux et partagés à l'échelle mondiale pour garantir la pertinence et l'évolutivité. La localisation joue un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accessibilité et l'adoption à plus grande échelle. L'instauration de la confiance nécessite une approche engagée qui comprend le partage des connaissances, l'écoute active, la mise en œuvre de solutions et l'ouverture au changement.

- Le renforcement des capacités en cybersécurité doit s'appuyer sur les mécanismes existants tels que le FGI, les processus établis et les pratiques éprouvées. Il est recommandé de concevoir intentionnellement un engagement multipartite participatif pour optimiser la cartographie, la coordination, la collaboration et la communication, même dans les environnements à faibles ressources. L'éducation doit se concentrer sur la mise à disposition de la cybersécurité et la démystification de ses complexités, favorisant ainsi la résilience des générations futures. Le renforcement des capacités en cybersécurité doit être abordé comme une culture et une pratique, en privilégiant la localisation, la pertinence contextuelle et des ressources adéquates pour garantir l'accessibilité et la durabilité à long terme.
- Le renforcement des capacités des forces de l'ordre et des services de sécurité devrait leur permettre d'utiliser l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies pour détecter les crimes et les activités terroristes, ainsi que pour lutter contre le terrorisme. Les parlementaires ont pour rôle important de veiller au respect des normes relatives aux droits de l'homme. En outre, les programmes d'alphabétisation sur l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies doivent permettre aux jeunes et aux moins jeunes de naviguer dans l'espace numérique, d'analyser de manière critique les informations et de lutter contre la propagande extrémiste.

3-Promouvoir les droits de l'homme et l'inclusion à l'ère numérique

Le thème

L'environnement numérique occupe une place de plus en plus importante dans la vie quotidienne partout dans le monde. Il est donc essentiel de débattre des moyens d'autonomiser tous les citoyens et de favoriser une véritable inclusion de toutes les communautés dans la définition de son développement. Il s'agit notamment de mettre en relation et d'autonomiser toutes les populations, en particulier les communautés marginalisées et les groupes vulnérables, afin qu'elles puissent profiter des avantages qu'offre Internet, et de veiller à ce que les mêmes droits dont elles jouissent hors ligne s'appliquent également en ligne. Ce thème se penchera sur les solutions, cadres et initiatives innovantes qui favorisent une connectivité universelle significative et garantissent la protection des droits de l'homme dans le domaine numérique.

Messages du FGI à Riyad

Connectivité significative et inclusion numérique

- La collaboration entre les différentes parties prenantes est essentielle pour relever les défis urgents de l'ère numérique, tels que la fracture numérique, la cybersécurité, l'éthique de l'IA et la protection de la vie privée. Pour répondre à ces enjeux, il faut une infrastructure numérique résiliente et inclusive, un accès équitable à la technologie et des cadres de gouvernance qui respectent les droits de l'homme, la transparence et la responsabilité. Des initiatives telles que le Pacte numérique mondial et l'examen SMSI+20 offrent des opportunités importantes pour faire progresser ces objectifs

collectifs, en mettant l'accent sur un engagement commun à faire en sorte que la technologie serve l'humanité et donne du pouvoir à chacun.

- Les gouvernements, les entreprises technologiques, la société civile, les parents et les éducateurs ont la responsabilité collective de protéger les droits des enfants dans le monde numérique. Si la technologie a le potentiel de transformer l'autonomie des enfants, des mesures proactives sont essentielles pour les protéger des risques tels que la cyberintimidation, la désinformation et l'exploitation.
- Une connectivité significative et universelle est essentielle pour faire progresser les droits de l'homme et l'inclusion numérique, en permettant une pleine participation à l'économie numérique, tout en garantissant d'autres droits socio-économiques. Elle ne peut être obtenue qu'avec un accès abordable aux services et aux appareils, une maîtrise et des compétences numériques accessibles, et une occupation égale de l'espace en ligne par les hommes et les femmes, les garçons et les filles, les jeunes et les moins jeunes, les communautés urbaines et rurales, locales et mondiales.
- Des initiatives à long terme telles que des plans nationaux pour le haut débit et des stratégies d'inclusion numérique des femmes sont nécessaires pour parvenir à un changement systémique. Des investissements importants, notamment par le biais des Fonds de service universel (FSU), favorisent l'inclusion numérique. Une étroite collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile (OSC) garantit la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans la mise en œuvre des FSU. Les gouvernements doivent veiller à ce que les dépenses et les évaluations des projets FSU soient régulièrement divulguées de manière proactive pour un suivi public.
- Des interventions plus petites, ciblées et localisées sur une connectivité significative peuvent produire des avantages immédiats et créer une dynamique pour des changements plus importants. Les décideurs politiques doivent collaborer avec les communautés locales pour comprendre leurs besoins spécifiques et adapter les stratégies d'accès en conséquence. La communauté multipartite doit fixer des objectifs mesurables pour combler la fracture numérique avec les personnes marginalisées (par exemple, les femmes et les filles, les personnes handicapées, les communautés rurales et autochtones, les groupes déplacés, etc.). Une approche « à l'échelle de la société entière » est fondamentale.

Études de cas et cadres

- L'accès à l'information se développe rapidement dans toutes les régions. Le Pacte numérique mondial reconnaît que la fourniture de contenus dans les langues locales et l'offre de services qui améliorent réellement la qualité de vie des citoyens constituent une approche efficace pour promouvoir l'accès à l'information.
- Le partage d'exemples, par exemple lors du FGI, d'initiatives et de cadres d'inclusion numérique visant à garantir que personne ne soit laissé pour compte peut susciter l'engagement des parties prenantes et la collaboration transfrontalière. Les bonnes pratiques et les cas présentés et collectés, entre autres, via le référentiel PNMA

doivent être promus de manière proactive dans différentes régions et institutions, afin d'amplifier leur impact dans les lieux et les communautés.

Droits de l'homme en ligne

- Le système juridique doit prendre en compte les besoins de tous les individus, y compris les groupes marginalisés et les personnes handicapées. Les cadres juridiques doivent être créatifs et adaptables pour garantir la participation et la protection de tous à l'ère numérique. Les juges jouent un rôle décisif dans la définition et l'interprétation des droits numériques, tels que la vie privée, la liberté d'expression et l'accès à l'information. Il est essentiel de doter les juges des bons outils et des bonnes connaissances pour garantir que la justice suive le rythme des avancées technologiques. Par conséquent, des initiatives qui encouragent la collaboration entre les professionnels du droit à travers le pays devraient être mises en œuvre. L'officier de justice devrait participer au processus multipartite.
- L'application des droits numériques au-delà des frontières nécessite des cadres et des principes juridiques harmonisés. Des normes claires pour le traitement des preuves numériques et des mécanismes de coopération sont nécessaires pour résoudre des problèmes tels que les flux de données transfrontaliers et la cybercriminalité. De même, l'adoption de l'IA dans le système judiciaire nécessite une formation adéquate des membres des tribunaux et des professionnels du droit pour comprendre les outils, le potentiel et les limites. Une réduction significative des biais algorithmiques est réalisable grâce à une formation avec des données et des documents doctrinaux robustes, diversifiés et spécifiques à chaque juridiction. En conséquence, la conception de cadres réglementaires pour garantir que les systèmes d'IA dans le système judiciaire peuvent être transparents, sécurisés et conformes aux normes juridiques et éthiques spécifiques à chaque juridiction.
- En outre, il convient d'encourager le dialogue avec les gouvernements et les organismes de réglementation, afin de s'assurer qu'ils accordent la priorité aux droits numériques et comprennent les implications de l'évolution des technologies. En outre, la collaboration entre les experts juridiques, la société civile, les entreprises, les technologues, les universitaires et les décideurs politiques peut créer des stratégies de droits numériques complètes et efficaces. Il est recommandé de mettre en place des pistes de discussion dédiées au sein du FGI entre les juges et les entreprises afin de favoriser le dialogue et la recherche de solutions.
- Les parties prenantes devraient documenter les avantages des lois respectueuses des droits et les inconvénients des lois autoritaires, et encourager les gouvernements à adopter des approches garantissant que les lois sur la cybercriminalité ou les restrictions de contenu sont fondées sur la transparence, la proportionnalité et la protection des droits de l'homme.
- Les normes techniques sont des outils essentiels pour intégrer les principes des droits de l'homme dans les technologies émergentes, garantissant l'interopérabilité, la sécurité et l'inclusivité. L'implication d'experts des droits de l'homme dans les processus de normalisation et la traduction des principes des droits de l'homme en directives techniques pratiques peuvent permettre aux communautés techniques de

mettre en œuvre des normes fondées sur les droits et de combler ainsi l'écart entre l'innovation technique et les garanties des droits de l'homme.

Infrastructure numérique et gouvernement électronique

- La fiabilité et la sécurité sont les conditions préalables essentielles à une architecture de gouvernement électronique fonctionnelle. Avant de tenter de mettre en œuvre des initiatives de gouvernement électronique d'un point de vue technique, les législateurs et les décideurs doivent cartographier les besoins de leurs communautés et se rendre sur le terrain pour découvrir les nuances et les limites d'accès actuelles de leurs citoyens.
 - Pour répondre aux besoins des groupes historiquement marginalisés, notamment des personnes handicapées, les services de gouvernement électronique doivent être proactifs et proposer une interface qui cherche à s'adapter à toutes les capacités. Lors de la conception des systèmes de gouvernement électronique, il faut veiller à ce que des canaux de responsabilisation et de retour d'information soient intégrés dès la conception, permettant aux citoyens d'être des acteurs actifs et de garder le contrôle sur la manière dont leurs données sont utilisées. La mise en œuvre d'une identité numérique standard pour chaque résident doit être considérée comme la priorité comme base du gouvernement électronique.
 - Le coût de l'accès à Internet demeure l'un des principaux obstacles à l'inclusion des personnes non connectées. L'accessibilité financière des appareils et des services est un défi majeur à relever. La persistance des fractures numériques entre les sexes et des lacunes dans les données sur le genre demeure un obstacle majeur. Sans action délibérée, la transition vers des économies fondées sur les données risque de renforcer les inégalités entre les sexes au lieu de les résoudre.
 - Il est essentiel de développer des outils de mesure fiables pour évaluer les politiques d'accès et d'inclusion numérique. Ces outils permettront de déterminer l'efficacité des solutions existantes et d'identifier les domaines dans lesquels des difficultés persistent.
-

4-Améliorer la gouvernance numérique pour l'Internet que nous voulons

Le thème

La nature même de l'Internet mondial exige que des modèles efficaces de gouvernance multipartite soient au cœur de son action, mobilisant les efforts continus de toutes les parties prenantes pour résoudre les problèmes numériques et promouvoir une plus grande coopération. Ce thème vise à identifier les moyens de renforcer et de soutenir le processus de gouvernance ouvert, transparent, inclusif et ascendant lié à l'utilisation et à l'évolution de l'Internet, en œuvrant à la réalisation de l' [Internet que nous voulons](#) .

Messages du FGI à Riyad

Gouvernance et coordination numériques mondiales

- Le Pacte numérique mondial (GDC) doit passer d'un document de vision à un cadre pratique, en renforçant et en s'alignant sur les structures existantes comme le processus du SMSI, le FGI et le Forum STI. Une meilleure coordination entre ces plateformes est essentielle pour éviter la fragmentation, favoriser les synergies et garantir une élaboration cohérente et inclusive des politiques.
- La prévention de la fragmentation de l'Internet demeure une préoccupation majeure, exigeant une approche équilibrée, inclusive et tournée vers l'avenir. L'engagement de la GDC (article 29(c)) offre une occasion vitale à la communauté multipartite de maintenir un dialogue inclusif, de rendre compte des actions de suivi et d'établir un mécanisme de suivi et d'évaluation efficace des progrès. Les NRI et le FGI 2025 sont des lieux clés pour saisir ces opportunités.
- Le FGI demeure une plateforme essentielle pour définir les priorités, où des questions cruciales comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'inclusion numérique sont abordées, souvent avant qu'elles ne prennent de l'ampleur dans les processus intergouvernementaux. Son pouvoir de définition des priorités doit produire des résultats concrets pour combler les écarts en matière de connectivité, de compétences et d'infrastructures, en particulier dans les pays en développement, et promouvoir une gouvernance numérique centrée sur l'humain et fondée sur les droits.
- L'examen du SMSI+20 offre au FGI l'occasion de s'aligner sur les priorités mondiales telles que l'Agenda 2030 pour le développement durable. Un engagement renforcé auprès des gouvernements nationaux et des décideurs politiques favorisera des modèles de gouvernance qui lient les objectifs mondiaux aux réalités régionales et nationales et façonnent un avenir numérique équitable, résilient et sûr pour tous.
- Les chercheurs universitaires contribuent de manière significative à affiner les approches multipartites. En faisant progresser les modèles de gouvernance grâce aux discussions du FGI, ils contribuent à garantir l'adaptabilité à divers contextes politiques et à soutenir l'évolution du paysage numérique.

Inclusivité et réduction des fractures numériques

- Pour combler la fracture numérique mondiale, il faut agir de toute urgence pour combler les lacunes en matière de connectivité, de compétences et d'infrastructures, en particulier dans les pays en développement. Un accès significatif à Internet doit donner la priorité aux communautés mal desservies et marginalisées, en investissant dans le renforcement des capacités et l'autonomisation pour soutenir l'alphabetisation numérique et l'inclusion économique.
- Il est essentiel de combler la fracture numérique entre les sexes pour assurer une participation équitable à l'économie numérique. Les efforts visant à combler les écarts émergents, tels que la fracture des compétences en IA et la fracture des capacités de calcul, doivent impliquer une collaboration mondiale pour garantir un accès équitable aux ressources et aux opportunités.
- Reconnaître les jeunes comme parties prenantes dans les cadres de gouvernance numérique permet de garantir que les politiques reflètent les diverses perspectives et les besoins des générations futures. Les enseignements tirés du processus de consultation de la GDC soulignent l'importance d'améliorer l'inclusion dans de telles initiatives. Assurer une participation équilibrée de diverses régions et groupes de parties prenantes rendra ces processus plus démocratiques et représentatifs.

Cybersécurité et résilience

- Les infrastructures critiques transnationales (IC) sont confrontées à des cybermenaces croissantes, notamment des activités informatiques malveillantes ciblant des systèmes essentiels comme les câbles sous-marins et les infrastructures cloud. La protection des IC nécessite une coopération renforcée entre CERT, une communication efficace lors des crises informatiques et un engagement multipartite inclusif.
- Les cadres de gouvernance doivent trouver un équilibre entre innovation et droits de l'homme, en intégrant des lignes directrices éthiques et transparentes dans des politiques adaptables pour soutenir le développement durable sans aggraver les inégalités. L'utilisation des réglementations en matière de cybersécurité à des fins protectionnistes entrave le développement et la coopération à l'échelle mondiale.
- Les mécanismes de surveillance et de responsabilisation sont essentiels pour clarifier les responsabilités dans le développement et le déploiement des technologies numériques. Ces cadres permettront de garantir qu'Internet reste une plateforme d'autonomisation et de développement équitable.

Collaboration et gouvernance éthique des données

- La collaboration intersectorielle est essentielle pour lutter contre les méfaits en ligne. Les régulateurs, l'industrie et les communautés techniques doivent élaborer des réglementations harmonisées fondées sur l'expertise technique. Des initiatives renforcées de partage des données et de renforcement des capacités sont nécessaires pour donner plus de pouvoir aux parties prenantes, renforcer les réponses mondiales et accroître la transparence dans l'ensemble de l'écosystème Internet.

- Des cadres interopérables qui équilibrent les intérêts nationaux avec les avantages des flux de données transfrontaliers sont essentiels pour une gouvernance efficace des données. Les approches multipartites, promues par l'IGF, peuvent restaurer la confiance, réduire les cloisonnements et améliorer l'interopérabilité des politiques pour favoriser une croissance inclusive.
- Les coalitions dynamiques (CD) au sein du FGI contribuent à un développement numérique inclusif et responsable grâce à une expertise thématique et à la collaboration, elles relèvent des défis tels que les fractures numériques, favorisent l'accessibilité des personnes handicapées, favorisent une gouvernance éthique de l'IA et promeuvent des pratiques de données durables.

-
